

Appel à communication

Colloque international

La légitimation du politique : histoire, mémoire, pouvoir

4-5 juin 2020 (Grenoble)

Les stratégies de légitimation dans le discours politique se constituent le plus souvent à partir des représentations mémorielles élaborées par les auteurs mêmes de ce discours dans l'histoire nationale. Aussi l'invocation d'une mémoire particulière de l'histoire peut-elle parfois défendre une certaine idée de la nation qui n'en vise pas moins à légitimer la pérennité d'un régime politique sans véritable opposition, ni possible alternance. Ce phénomène d'instrumentalisation de l'histoire permet de façonner des identités nationales selon les modèles dont les pouvoirs en place se réclament. C'est également ce recours au passé qui apparaît comme le socle commun des discours légitimant la souveraineté nationale. De façon subséquente, la défense de caractéristiques nationales enracinées dans une tradition propre cherche pour la plupart à délégitimer, au nom de la relativité culturelle, le processus même de la globalisation. Dans le cas des régimes autoritaires, elle vise même à saper tout sentiment d'adhésion aux valeurs universelles, suspectées de vouloir faire le jeu des anciennes puissances dominantes.

Force est cependant de constater que les discours officiels sur l'histoire inscrits dans les politiques de la mémoire suscitent, en contrepoint, l'émergence de discours alternatifs émanant d'acteurs divers issus de la société civile (milieux académiques ou culturels, médias, réseaux sociaux ou communautés du Net, etc.). Antagonistes dans leurs objectifs de légitimation (ou de délégitimation) du politique, ces deux types de discours n'en présentent pas moins souvent des similitudes dans le choix des outils dont ils usent pour promouvoir des modèles politiques décrétés légitimes, en inscrivant leur engagement dans la dimension proprement discursive et narrative, voire artistique.

Les diverses constructions mémorielles ne conservent jamais le passé comme tel, et la mémoire vécue se distingue de la mémoire reconstruite grâce à la convocation concomitante des souvenirs et de l'imagination. Par le regard réflexif qu'ils portent sur les périodes et les événements historiques du passé, les arts, la littérature et la culture restructurent l'ensemble social selon des principes et des finalités qui échappent en grande partie au politique. Ainsi, au fil des siècles, la mémoire (re)construite dans les discours artistique, littéraire et culturel s'est-elle progressivement ouverte à l'expression de l'individuel et du subjectif. Les phénomènes de légitimation et délégitimation du politique peuvent dès lors apparaître tant comme l'objectif du processus de création – lorsqu'il s'agit pour l'artiste ou l'écrivain de lutter contre un modèle ou un régime politique – que comme sa conséquence, lorsque l'expression artistique d'une expérience singulière conduit le destinataire d'une œuvre d'art à s'interroger sur les valeurs et les normes du vivre-ensemble.

Dans la continuité de la journée d'étude du 9-10 novembre 2018 qui s'était employée à dégager, à partir d'aires géoculturelles différentes, des modèles récurrents de légitimation du politique, le présent colloque se propose de croiser ces deux types de discours dans les sociétés contemporaines. L'enjeu est de parvenir à éclairer des traits communs ou distinctifs dans les stratégies de légitimation impliquant la formation d'identités collectives par la (re)construction du récit historique ou les représentations mémorielles qui lui sont sous-jacentes. Comment le politique est-il légitimé ou délégitimé dans ces deux types de discours ? Le pouvoir est-il la seule finalité de ce processus de légitimation du politique par le recours à l'histoire et à la construction de la mémoire ? Dans quelle mesure un tel phénomène s'observe-t-il d'une aire géoculturelle à l'autre ?

La problématique retenue par ce colloque pourra intéresser des spécialistes en langues, littératures et civilisations étrangères, mais aussi des chercheurs en sciences politiques, en communication ou en analyse des discours, dont la contribution permettra d'éclairer les procédés et les processus discursifs de légitimation du politique, ainsi que leur mise en pratique par différents acteurs politiques, économiques et sociaux.

Quelques axes thématiques peuvent d'ores et déjà être suggérés aux participants :

- La légitimation du pouvoir dans le discours politique : stratégies d'instrumentalisation de l'histoire et de construction mémorielle, élaboration d'un récit national.
- La légitimation du récit national dans l'historiographie dominante, les discours alternatifs qui visent à déconstruire cette dernière.
- La légitimation de la politique mémorielle et les autres formes de discours et d'engagement politiques dans les arts, la littérature, la culture.

Les propositions de communication peuvent être soumises en français ou en anglais (200 mots, notice biographique avec rattachement institutionnel du participant). Elles sont à envoyer, **au plus tard le 6 janvier 2020**, à l'adresse suivante : legitimation2020@univ-grenoble-alpes.fr

Les propositions seront examinées par les membres du comité scientifique et validées avant le 3 février 2020

Frais d'inscription à prévoir par participant : 30 euros

Comité scientifique : Korine Amacher (Université de Genève), Andreï Dorski (Université de Saint Pétersbourg), Franck Gaudichaud, (Université Toulouse 2), Jean Marcou (Sciences Po Grenoble), Claire Marynower (Sciences Po Grenoble), Victor Louzon (Sorbonne Université), Pascale Melani (Université de Bordeaux 3), Jean-Robert Raviot (Université Paris-Ouest Nanterre), Haoues Seniguer (Sciences Po Lyon), David Serfass (INALCO)

Comité d'organisation : Valéry Kossov (Université Grenoble Alpes), Damien Morier-Genoud (Université Grenoble Alpes), Zakaria Taha (Université Grenoble Alpes)

Call for papers

International Conference

The legitimization of politics: history, memory, power

June, 4-5 2020 (Grenoble)

The strategies of legitimization in political discourse are mostly constructed by the memory-based representations developed by the very authors of this discourse in national history. Thus, the invocation of a particular memory of history can sometimes defend a certain idea of the nation, which nonetheless aims to legitimize the sustainability of a political regime without any real opposition or possible alternation. This phenomenon of instrumentalization of history makes it possible to shape national identities according to the models to which political authorities claim to belong. It is also this use of the past that appears to be the common basis of the discourses legitimizing national sovereignty. Subsequently, the defence of national characteristics rooted in a specific tradition seeks for the most part to delegitimize the very process of globalization in the name of cultural relativity. In the case of authoritarian regimes, it even aims to undermine any sense of adherence to universal values, suspected of wanting to play into the hands of former dominant powers.

However, it must be noted that official discourses on history enshrined in memory policies give rise, as a counterpoint, to the emergence of alternative discourses from various actors in civil society (academic or cultural communities, media, social networks or Internet communities, etc.). Antagonistic in their objectives of legitimizing (or delegitimizing) politics, these two types of discourse often present similarities in the choice of tools they use to promote political models presented as legitimate, by putting their commitment in the strictly discursive and narrative, even artistic dimension.

The various memory-based constructions never preserve the past as such, and lived memory is distinguished from reconstructed memory through the concomitant convocation of memories and imagination. Through their reflective view of the historical periods and events of the past, the arts, literature and culture restructure the social whole along principles and purposes that largely bypass politics. Thus, over the centuries, (re)constructed memory in artistic, literary and cultural discourse has gradually opened up to the expression of the individual and the subjective. The phenomena of legitimization and delegitimization of politics can therefore appear both as the objective of the creative process - when it is a question of the artist or writer fighting against a political model or regime - and as its consequence, when the artistic expression of a singular experience leads the recipient of a work of art to question himself on the values and norms of collective existence.

In the continuity of the conference of 9-10 November 2018, which had sought to identify recurring models of legitimization of politics in different geocultural areas, this one aims to cross these two types of discourses in contemporary societies. The challenge is to shed light on common or distinctive features in strategies of legitimization involving the formation of collective identities through the (re)construction of the historical narrative or the memory-based representations underlying it. How is politics legitimized or delegitimized in these two types of discourse? Is power the only purpose of this process of legitimizing politics through the use of history and the construction of memory? To what extent is such a phenomenon observed from one geocultural area to another?

The issues addressed by this conference may be of interest to specialists in foreign languages, literature and civilizations, but also to researchers in political science, communication or discourse analysis,

whose contributions will shed light on the discursive processes of legitimizing politics, as well as their application by different political, economic and social actors.

Here are some of the themes that participants can develop in their papers:

- The legitimization of power in political discourse: strategies for the instrumentalization of history and the construction of memory, the elaboration of a national narrative.
- The legitimization of the national narrative in the dominant historiography, the alternative discourses that aim to deconstruct it.
- The legitimization of memory politics and other forms of political discourse and engagement in the arts, literature and culture.

Paper Proposals may be submitted in French or English and consist of :

- Name(s) of Author(s)
- Affiliation(s) of Author(s)
- Proposed Title of Paper
- An abstract of up to 200 words

The e-mail adress for paper submission : legitimation2020@unive-grenoble-alpes.fr

Registration fee per participant: 30 euros

Key dates :

January 6, 2020 : Submission of paper abstracts

February 3, 2020 : Decisions of the scientific committee regarding paper proposal acceptance

April 30, 2020 : Preliminary conference programme available

Scientific Board: Korine Amacher (Université de Genève), Andreï Dorski (Université de Saint Pétersbourg), Franck Gaudichaud, (Université Toulouse 2), Jean Marcou (Sciences Po Grenoble), Claire Marynower (Sciences Po Grenoble), Victor Louzon (Sorbonne Université), Pascale Melani (Université de Bordeaux 3), Jean-Robert Raviot (Université Paris-Ouest Nanterre), Haoues Seniguer (Sciences Po Lyon), David Serfass (INALCO)

Organizing Committee: Valéry Kossov (Université Grenoble Alpes), Damien Morier-Genoud (Université Grenoble Alpes), Zakaria Taha (Université Grenoble Alpes)